



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénäic, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_191

Objet	Débat sur la politique locale de l'urbanisme - Année 2023
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Pôle Aménagement
Thème	Urbanisme

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS

Un rapport, joint en annexe, sur les principales réalisations de l'année 2023 et les perspectives de l'année 2024 en matière d'urbanisme est exposé pour être soumis à débat. Alexandra GUILLORÉ donne lecture de ce rapport et indique que *ce débat est une obligation légale sans cadre type dans les modalités de son déroulement*.

Après cet exposé, la vice-présidente déclare le débat ouvert :

Il s'agit d'un rapport qui reprend, pour informer les communes, les activités du service urbanisme en direction des communes membres même si le service ADS travaille au quotidien avec les élus, les maires et les services.

Le support de présentation est relativement court mais il ne faut pas s'y tromper : l'activité relatée demande beaucoup de travail aux agents.

Concernant les contentieux, Alexandra Guilloré souligne qu'actuellement la Communauté d'agglomération est dans une phase de fin de recours et de contentieux sur les documents d'urbanisme locaux, notamment le PLU de Logonna-Daoulas.

En ce qui concerne le PLUi, il y a 2 procédures en cours : une modification n°1, et une modification n°2 (sur Hanvec et Plouédern). Le bilan présenté ce soir en séance met fin à la concertation préalable sur ces 2 projets de modifications.

Suite aux recours, une troisième modification du PLUi est également en cours pour prendre en compte le jugement du 2 mai 2023 de la juridiction administrative (TA de Rennes).

Le RLPI, qui est un vrai enjeu de non pollution visuelle de nos paysages urbains, zones d'activités et secteurs ruraux, sera finalisé fin 2024.

L'inventaire du foncier économique dans les ZAE sera poursuivi afin de faciliter la mise en œuvre de l'objectif de zéro artificialisation nette de loi Climat et Résilience.

Au-delà de l'obligation légale c'est aussi l'occasion de mesurer de façon objectivée les capacités de densification et d'optimisation du foncier économique même si les marges de manœuvre sont, on le sait déjà, plutôt limitées.

L'année 2023 a vu la dématérialisation des procédures d'instruction du service ADS ; la démarche n'a pas été simple à mettre en œuvre.

Le Président demande à ce que soit rappelées les échéances SRADDET, SCOT ET PLUI.

Alexandra Guilloré précise que le SRADDET est entré en modification pour intégrer les objectifs du ZAN et territorialiser cette obligation à l'échelle de la Région (diminution en moyenne de moins de 50% de la consommation foncière d'ici 2031).

Le SCOT du Pays de Brest est en révision également ; la phase d'élaboration du PAS (qui est devenu le nouveau PADD et l'expression du projet politique) se termine.

Le SCOT a aussi l'obligation légale d'être « climatisé » pour 2026 et d'intégrer lui aussi les 745 hectares que nous avons à l'échelle du Pays de Brest à nous répartir entre EPCI.

Le Président précise que le compteur foncier tourne déjà depuis 2021.

Le PLUI aura l'obligation d'intégrer les objectifs du ZAN et aussi les futures

réglementations à venir d'ici à 2028.

Quand on sait le temps passé pour élaborer le PLUi (3 à 4 ans), il faudra dès 2024 commencer le travail de révision et aller vers un PLUi-H parce qu'on voit à quel point les 2 documents (PLUi et PLH) se répondent.

La réduction de la consommation foncière c'est aussi réconcilier définitivement les politiques d'habitat et d'aménagement, c'est une bonne chose mais l'élaboration d'un tel document c'est beaucoup de réunions ; d'ailleurs il faut se souvenir que le PCAET avait été décalé lors de la dernière mandature compte-tenu de la charge de travail reposant sur les élus et les agents.

Pour le prochain PLUi-H, la Communauté partira de moins loin puisqu'on a déjà un document unique ; néanmoins les exigences seront plus importantes mais il faudra être prêt pour 2028, et cette échéance arrive vite.

Jean François BODILIS s'interroge sur la présentation : il est vrai qu'il ne s'agit pas du 1^{er} débat de la politique locale de l'urbanisme mais il se pose néanmoins la question de savoir si d'autres paramètres ou indicateurs pourraient y être intégrés ; il considère en effet que le débat est très ciblé sur les documents en cours d'élaboration ou réalisés.

D'après lui, il y a la place pour d'autres informations qui sont pertinentes : ne faudrait-il pas évoquer, présenter des indicateurs ou rappeler des objectifs en terme de fiscalité, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation des paysages et de la biodiversité, d'opérations d'aménagement et de concept de ville durable (démarches Eco-Quartier, bâtiments innovants,...) en lien avec la transition écologique de notre territoire ?

Alexandra Guilloire répond que l'objet du présent débat est de dire ce que la Communauté fait en termes de service urbanisme pour le territoire. Le débat sur la politique locale de l'urbanisme c'est quelque chose de formel, rendu obligatoire par la loi considérant peut-être que dans certains territoires ayant la compétence urbanisme avec au quotidien un service ADS qui travaille pour les communes, il n'y aurait pas d'échanges entre l'intercommunalité et les communes membres.

Elle précise qu'un rapport sur le foncier ressort plutôt de la compétence des communes et que l'intercommunalité n'a pas à s'ingérer dans les affaires communales. Alexandra Guilloire note toutefois que la CAPLD peut regarder ce qui se fait ailleurs dans les EPCI voisins.

Le débat est l'occasion d'échanger, mais comme cela a déjà été précisé, notre service urbanisme est en relation étroite au quotidien avec les élus et les services communaux.

Il est vrai qu'il existe un partenariat construit et solide sur ces questions.

Le Président conclut que le débat a eu lieu.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-62,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le rapport sur les principales réalisations de l'année 2023 et les perspectives de l'année 2024 annexé à la présente délibération,

Vu les échanges et débats en conseil de Communauté,

Vu l'avis favorable de la Commission aménagement du 20 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 novembre 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : prend acte de la tenue du débat concernant la politique locale de l'urbanisme 2023.

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023



ID : 029-242900801-20231212-DCC2023_191-DE